

Les déboires de la campagne sur le référendum à la constitution européenne

Date : 18 mars 2005

Les journaux se font l'écho d'un sondage CSA dans lequel pour la première fois le pourcentage des intentions de vote non l'emporte sur les intentions de vote oui. Ce même sondage souligne que plus de la moitié des sondés n'a pas l'intention de voter oui ou non.

Contrairement à ce qui était arrivé lors du référendum pour la ratification du traité de Maastricht, les instituts de sondages n'hésitent pas cette fois-ci à publier des intentions de vote majoritairement négatif à l'égard de l'action du gouvernement.

La chose doit être soulignée d'autant plus que la campagne officielle n'est toujours pas lancée et que particulièrement les dispositions permettant le remboursement des frais de campagne ne sont toujours pas arrêtées.

Pratiquement, seule l'UMP présente encore une masse compacte affirmant son intention de voter oui au référendum. Mais, le parti socialiste est profondément divisé, et selon toute vraisemblance, il est fort probable que le non augmente à cause justement d'une conversion des socialistes à des intentions négatives à l'égard de ce référendum.

Un fait est arrivé et qui montre combien le débat politique, qui en démocratie devrait être fondée sur une parfaite information, des pans de ce que les citoyens veulent bien rechercher. Le projet de directive Bolkestein sur l'ouverture des services dans l'espace européen est en réalité une application pure et simple du traité de Nice auquel le parti socialiste avait donné son blanc-seing. Mais, lors de la procédure interne au parti socialiste des garanties avait été donnée aux militants allaient plus à gauche et que les services publics seraient fortement défendus par l'adhésion à la convention giscardienne.

Cette énormité avait été gobé toute crue par des militants, rêvant que leur parti reviendrait au pouvoir. L'instrument européen leur paraissait un outil tout à fait adapté à des intentions socialistes. Ils oubliaient que la convention européenne est en réalité un épouvantable amalgame de folie libérale et de terreur étatiste.

Dans le même temps, tout ce que compte en France la gauche totalitaire, depuis les trotskistes, les maoïstes, les marxistes staliniens jusqu'aux socialistes jacobins, se mobilisent peu à peu pour convaincre les sociaux démocrates du parti socialiste et de l'UMP que le non est la seule attitude politiquement correcte puisque la convention européenne est un affreux torchon libéral.

Comme la convention giscardienne est tout autant une ordure étatiste et bureaucratique, les amis de la liberté se trouvent aspirés eux-mêmes dans la division : ceux qui veulent y voir l'application la plus pure de la plus pure de doctrine libérale et se qui voient parfaitement se profiler les ombres du fascisme vert, rouge et brun.

Si l'on divise donc l'électorat entre les libéraux et les étatistes, dont les positions sont prétendument irréconciliables, la convention européenne ayant été construite un comme une compromission entre les deux pôles précités, chacun des deux camps de donc se répartir arbitrairement entre le oui et le non.

La première solution serait que le camp libéral devienne réellement libéral, ce qui est très loin d'être le cas aujourd'hui.

La seconde solution, et il n'en existe pas d'autre, serait que le camp étatiste dénonce le caractère libéral de la convention européenne, et c'est ce ce à quoi le projet de directive Bolkestein semble conduire la gauche politiquement correcte.

Il existe donc une chance pour que d'une part une certaine majorité puisse apparaître et que d'autre part cette majorité soit en faveur du non.